

UNE LETTRE DE DURRUTI EN PRISON...

«SI LA GUERRE ARRIVE, SACHONS PARALYSER L'INDUSTRIE NATIONALE...»

C'est le dimanche 2 avril 1933 que sont arrêtés à Séville: Durruti, Ascaso et Combina, à la sortie du congrès régional d'Andalousie et d'Estrémadure. L'argument brandi pour justifier l'arrestation est qu'ils seraient «responsables des concepts délictueux qu'ils émirent lors du meeting de clôture» (1). Ceci est un délit d'opinion qui bafouait la plus élémentaire liberté d'expression.

Dimanche 9 avril, à Barcelone, les dirigeants les plus représentatifs d'*Estat Catala* (*) et ERC (**), réunis en hommage au fasciste Josep Dencàs, alors conseiller à la Santé, considéraient que les arrestations de Séville avaient décapité la *Fédération anarchiste ibérique* (FAI) et que cette organisation pouvait se considérer comme exsangue. De telles déclarations prenaient les désirs pour des réalités, comme il est d'habitude par les dirigeants de l'appareil répressif bourgeois quand ils prétendent résoudre les complexes et profondes questions sociales et politiques aux amers et habituels problèmes de terrorisme et d'ordre public; ceci en individualisant les problèmes à quelques leaders ou têtes de Turc. Josep Dencàs fut l'un des principaux fondateurs et promoteurs, avec les frères Badia, des *escamots* (***) fascistes et indépendantistes des JEREC (****).

Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso et Vicente Pérez Combina (2) furent enfermés dans la prison de Santa Maria (Cadix) après avoir passé quelques jours dans celle de Séville. Dans cette prison, Durruti écrivit une lettre à sa famille, dans laquelle, entre autre, il explique la différence qu'il fait entre guerre impérialiste et guerre sociale, pris comme synonyme de lutte des classes. La plus grande partie de la lettre est dédiée à son frère Pedro, qu'il essaye d'aider à approfondir son analyse sur la guerre, car Buenaventura considérait que Pedro avait mal cerné le problème dans un article qui était paru

(1) *La Vanguardia* (5 avril 1933).

(*) *Estat català*: littéralement, *État catalan*, parti indépendantiste catalan. (Note A.M.)

(**) *Esquerra republicana de Catalunya*: Gauche républicaine de Catalogne, parti indépendantiste catalan qui succéda au précédent. (Note A.M.)

(***) *Escamot*: commando. (Note A.M.)

(****) *Juventuts d'Esquerra Republicana-Estat Català*: organisation de jeunes des partis cités précédemment. (Note rectificative A.M.).

(2) Vicente Pérez Viche, dit Combina. Né à Barcelone le 28 juin 1900. Menuisier vernisseur. Exilé en France pendant la dictature de Primo de Rivera. Il quitta le congrès de Marseille de 1926 avec Garcia Oliver quand on refusa les thèses collaborationnistes avec les politiques. Il participa à de nombreux congrès, conférences et meetings dans toute l'Espagne. Il intervenit avec Durruti et Garcia Oliver dans la campagne d'agitation de janvier 1932, qui débuta à Sallent et atteint son summum avec l'insurrection du Haut Llobregat. Le 2 avril 1933, il fut arrêté à Séville après avoir tenu le discours de clôture du congrès régional andalou. Le 16 novembre 1933, il intervint dans le meeting organisé par la FAI dans le palais des Beaux-Arts de Montjuic. Les années suivantes, il partagea l'affiche avec les orateurs les plus en vue de la Confédération, dans les meetings anarcho-syndicalistes. Pendant la guerre, il fut l'un des neuf conseillers municipaux cénétistes de Barcelone.

Il fut président du *Syndicat des transports de Barcelone*. Il rejoignit le meeting des Amis de Durruti qui eut lieu au Théâtre Poliorama. En août 1938, il fut nommé secrétaire de la *Fédération nationale des transports* de la CNT. À la fin de la guerre, il s'exila au Venezuela puis à Mexico.

récemment dans la presse. Dans la lettre, on peut noter quelques points qui peuvent préciser la biographie de Durruti:

- 1- Son séjour de un an à Paris pendant la Grande Guerre.
- 2- Sa relation avec Pio Baroja, qui lui rendit visite en prison, peut-être intéressée par la connaissance et le contact direct d'un homme d'action comme Durruti.
- 3- Le traitement discriminatoire et vexatoire des autorités républicaines envers les militants anarchistes, qui empêchait la moindre collaboration ou intelligence entre le mouvement anarcho-syndicaliste et les autorités de la Deuxième République.

Cette lettre, traduite au français, est celle que nous reproduisons intégralement ci-après.

Durruti, Diez, Ascaso, Combina et Lorda posèrent pour une photo derrière les grilles de la prison de Puerto Santa Maria en août 1933, cette photo, très diffusée à l'époque, fut envoyée par Durruti à sa famille ainsi qu'à des compagnons de lutte avec deux fabuleuses notes. La première disait: «*Il n'y aura de paix sur terre tant qu'existeront les prisons. Que les idéalistes n'oublient pas que c'est à eux de les détruire*». La deuxième: «*La seule solution qu'ont trouvée les républicains, c'est d'emprisonner ceux qui ne pensent pas comme eux*».

Le 13 septembre, Durruti, Ascaso et Combina, avec d'autres compagnons, furent transférés à Séville pour y être jugés pour vagabondage, ce qui les indigna profondément, car de toute leur vie ils n'avaient vécu que du fruit de leur travail. Ils firent donc grève de la faim. Finalement, Combina et Durruti furent libérés le 7 octobre 1933. Ils arrivèrent à Barcelone le 10. Par contre, Francisco Ascaso et trois autres compagnons (Diez, Valiente et Paniza) restèrent en détention jusqu'au 3 novembre, inculpés d'un nouveau délit pour «*désobéissance*», pour avoir refusé de signer la sentence qui leur offrait le titre de vagabonds.

Le 22 octobre 1933, 8.000 membres en uniforme des *escamots* des JEREC défilèrent militairement dans Montjuic, en imitant le modèle nazi-fasciste. Ils étaient vêtus de la chemise militaire verte, du pantalon de velours foncé, courroies en cuir et en bottes, ils acclamèrent les discours de Miguel Badia, de Josep Dencàs (d'après la *Soli* (*), ridicule imitateur d'Hitler) et du président Macià aussi manipulé qu'ambitieux.

Un tel défilé provoqua le lendemain un houleux débat au Parlement catalan qui rejetait en majorité de telles manifestations, bien que tout cela ne fût que pure parlotte et dans une totale passivité.

Le 24 octobre, un groupe d'*escamots* attaqua, pistolet au poing, l'imprimerie où se confectionnait l'hebdomadaire *El Be Negre* (**), provoquant quelques dégâts pendant qu'ils escamotaient cinq ou six mille exemplaires du numéro qui était en cours d'impression. On n'arrêta personne, le rédacteur qui offensa quelques-uns des dirigeants d'ERC et *Estat Català* s'enfuit prudemment vers un pays lointain; le propriétaire de l'imprimerie présenta au responsable qui participa à l'assaut le devis pour les destructions de mobilier et les détériorations de machines. Ledit responsable n'était autre que Jaume Aiguader junior (fils du maire de Barcelone et dirigeant de ERC), qui était à la tête des quinze assaillants de l'hebdomadaire avec son oncle Artemi. *Soli* avertit que si les *escamots* les attaquaient, ils adapteraient leur défense, très loin de la passivité de l'*El Be Negre*.

Les mois suivants, on vit le mouvement fasciste des *escamots* faire avorter des grèves et noyauter des meetings des partis adverses pendant que Badia et Dencàs se faisaient la main avec les ressorts du gouvernement et de l'ordre public.

Pendant ce temps, Durruti, Ascaso et Combina intervenaient dans les innombrables meetings de la campagne abstentionniste de la CNT. La guerre sociale suivait son cours.

Agustin GUILLAMON
Traduit par le CRAS Toulouse.

(*) Il faut sans doute y lire: la *Solidaridad obrera*, journal de la CNT. (Note A.M.).

(**) *El Be negre*: littéralement, *Le mouton noir*. Journal satirique. (Note A.M.).

Le Port de Sainte-Marie, 3 juin 1933 (3).

Chers mère et frères,

J'ai reçu votre lettre, datée du 1^{er}, où vous me dites que vous avez obtenu les laissez-passer, et vous me demandez ce que vous devez en faire.

Les laissez-passer, vous les gardez jusqu'à ma sortie, et une fois arrivé à Barcelone vous me les envoyez. Ce que je crains, c'est que je ne puisse m'en servir, vu que cela fait deux mois que vous les avez et qu'il n'en manque qu'un pour qu'ils soient périmés; un mois que je devrais passer ici, il me paraît évident que le gouvernement est disposé à ce que je passe l'été à l'ombre.

Il y a quelques jours je pensais que je sortirais, mais les compagnons de Madrid m'ont écrit pour me dire que Quiroga (4) avait donné des ordres pour que l'on ne nous libère pas. Mais de but en blanc sans que personne ne s'y attende, le juge de ce petit village s'est présenté avec un télégramme du juge d'instruction qui s'occupe de l'affaire du meeting de clôture du congrès; affaire pour laquelle on aurait dû être en liberté sous caution personnelle de mille pesetas; et on apprend dans le télégramme de Séville que le procès est re-instruit, qu'ils annulent la liberté sous caution, que nous restons à disposition du juge de Séville, inculpés sans caution.

J'ai demandé au juge à quoi obéissait cette décision sur un procès sans importance comme celui-ci: il ne sut pas quoi me répondre et se limita à m'informer de ma détention sans caution. C'est un cas que l'on voit pour la première fois, car tous les procès pour délit de presse ou diffamation sont assortis de caution sans mise sous écrou. Je ne vois pas quelles sont leur intentions. Nous avons écrit aux compagnons de Séville pour qu'ils élucident ce problème; suite à leurs réponses nous verrons bien quelles sont les intentions de ces types.

D'ici que puis-je vous raconter; nous sommes dans une prison terrible, où on sait quand on y entre mais pas quand on en sort; ceci est pire que l'enfer de Dante. Nous sommes complètement isolés. Il est clair que le gouvernement est disposé à ce que personne ne nous voit. Mais nous allons protester contre cette mesure d'exception qui est utilisée à notre encontre, car tous les prisonniers des prisons d'Espagne peuvent parler avec leur famille et leurs amis, nous qui sommes des prisonniers politiques, ils ne nous laissent communiquer avec personne; et ils nous critiquent parce que nous attaquons le régime républicain. Que veulent-ils que nous disions après les horreurs qu'ils nous font?

Quand Pio Baroja (4) est venu nous voir à la prison de Séville, il m'a dit: c'est terrible ce qu'ils font avec vous; et quand je lui ai demandé: monsieur Pio, quelle position croyiez-vous que nous devons adopter face à cette barbarie? Il n'a pas su quoi répondre. Après, j'ai lu un de ces articles dans *Ahora*, quelle était la réponse qu'il n'osait nous dire à travers les barreaux (6).

Bon, je ne vais pas continuer à vous parler de tout ça, parce que ça me met de mauvaise humeur. Le vieux Germinal (7), qu'on avait libéré, a été réincarcéré, et il subit le même sort que Combina et moi; inculpé pour le meeting sans caution possible.

(3) La date est incorrecte sur l'original.

(4) Santiago Casares Quiroga (1884-1950). Il fut avocat et politicien républicain. Il occupa divers ministères pendant la Deuxième République. En juin 1933, il était ministre de Gouvernement, poste qu'il occupa pendant la biennale socialiste-républicaine (1931-1933). C'était un ami personnel de Azaña. À l'arrivée d'Azaña à la présidence de la République, il fut nommé président du Conseil des ministres et ministre de la Guerre (mai 1936), poste qu'il exerça jusqu'au 18 juillet 1936, date à laquelle il a démissionné, débordé par le coup d'État militaire auquel il n'a su faire face.

(5) La description de Durruti le laissa pantois.

(6) Article de Baroja que je n'ai pu consulter.

(7) Domingo Miguel Gonzalez (1880-1936), plus connu par son pseudonyme Domingo Germinal, ou Germinal. Vers 1905, il s'engagea dans la marine marchande. Il a séjourné à Cuba et à Mexico pendant les années 1920. En 1929, il revient en Espagne. De 1929 à 1930, il habite Blanes et Barcelone et collabore à la revue *La Revista Blanca*. Le 15 septembre 1930, il participe au meeting en soutien aux prisonniers, au palais des Beaux-Arts de Barcelone, où il exigea de l'État l'amnistie

Il y a quelques jours j'ai reçu *La Mañana*, c'est Perico (8) qui me l'envoie, j'ai vu et lu l'article qu'il a écrit, intitulé «*Message des enfants anglais*», l'article est très bien; mais Perico ne cerne pas bien le problème de la guerre; ne te fâche pas pour ça, frangin. Un peu avant la déportation, vous vous rappelez que nous avons fait à Barcelone un grand meeting contre la guerre où participa un grand pacifiste français: le principe de la paix, comme ils le nomment à Paris. Pioch (9), c'est le nom de cette figure internationale. Pioch a beaucoup fait pour nous quand nous étions détenus à Paris. Pioch a fait un discours grandiose, il a exposé les crimes de la guerre de façon magistrale. Mimi (10) a pris le discours en sténo. Moi, j'ai pris la parole après Pioch: après l'avoir salué et présenté au public espagnol, j'ai traité de deux aspects de la guerre. Guerre impérialiste et guerre sociale. Sans léser la susceptibilité de Pioch, je lui ai demandé pourquoi les pacifistes ont attendu le danger de la guerre pour s'affronter aux horreurs de la guerre. Les pacifistes d'aujourd'hui ont eu le besoin de s'inspirer des crimes commis pour faire des articles dans la presse et des discours dans les tribunaux; comme si les crimes commis en 14-18 eussent été les uniques crimes commis par le capitalisme. Moi, j'ai vu, frère Perico, beaucoup d'êtres humains mutilés dans cette terrible guerre, tu sais que j'ai vécu un an à Paris pendant la guerre. Eh bien, frangin, moi je n'ai pas eu le besoin d'attendre cette terrible guerre pour me dresser face à tous les crimes. Si la guerre a mutilé des milliers d'hommes, la guerre sociale a aussi mutilé des milliers de travailleurs. Quelle différence y a-t-il entre un homme qui perd un bras en défendant la patrie avec celui qui le perd en travaillant? C'est quoi la patrie? D'après l'académie, c'est le sol où tu es né. Mais quels droits donne la patrie au travailleur? Celui de travailler quand il trouve quelqu'un qui veut bien l'exploiter. C'est-à-dire, la patrie est un ensemble de propriétés et, dès que quelqu'un, d'un autre pays, veut tout ou partie de ces propriétés, les propriétaires se réfugient derrière les lois qu'ils ont eux-mêmes créées; et c'est en armes qu'ils nous obligent à mourir au champ d'honneur en défendant la propriété sacrée. Dans ces conflits, les hommes s'entretuent et quand la tragédie est terminée les seuls bénéficiaires sont les propriétaires.

Qu'est-ce que la guerre sociale? C'est le combat de deux classes sociales. D'abord celle des propriétaires qui, pour obtenir un maximum de bénéfices, n'en ont rien à faire que leurs ouvriers dans leurs machines puissent y laisser une partie de leurs membres; le but étant de gagner de l'argent. Les propriétaires voient que l'autre classe met leurs biens en danger et en appelle aux lois qu'ils ont eux-mêmes créées et assassinent ceux qui ne veulent pas se soumettre à la propriété sacrée. Frangin, dans cette lutte, il y a aussi beaucoup de mutilés, beaucoup plus que dans les guerres impérialistes.

Comment éviterons-nous la guerre? Il n'y a qu'une seule façon, Perico. En conseillant les jeunes pour qu'ils ne fabriquent plus les armes avec lesquelles ils vont s'entretuer et qu'ils ne défendent les intérêts de personne. Que celui qui a des propriétés se défende lui-même.

Perico, je sais que tu vas me dire que tout ça est très bien, mais que la guerre nous l'avons déjà à notre porte et qu'il faut l'éviter, et je suis d'accord. Il faut éviter la guerre. Seuls les travailleurs organisés

pour les prisonniers tant politiques que sociaux. Le 16 octobre, l'État ordonne l'interdiction de la conférence qu'il devait donner au théâtre Apolo de Vilanova y Geltru. Dans les années 1930, il prit la parole dans des meetings un peu partout dans le pays. C'était un excellent orateur, il maîtrisait plusieurs langues et attirait beaucoup de monde. Arrêté à Séville le 2 avril 1933, il est incarcéré jusqu'en octobre, dans la prison de El Puerto de Santa Maria. Le 5 novembre 1933, il participa au grand meeting, organisé par la CNT, la FAI contre les élections, dans les arènes *La Monumental* de Barcelone. Fuyant la répression républicaine, il vécut caché dans divers endroits autour de Valence. Plus tard, cherchant un bon climat pour sa maladie, il s'installa à Palma de Majorque (et occasionnellement à Ibiza), d'où il dirigera le journal *Cultura Obieia* de 1935 à 1936. Il meurt à Elche en mars 1936.

(8) Perico, diminutif de Pedro, était le frère de Durruti: Marciano Pedro Durruti Domingo (1911-1937). Après avoir milité dans l'anarchisme, il intègre la Phalange en 1936 et réussit à fréquenter José Antonio Primo de Rivera qu'il avait croisé dans la prison Modelo à Madrid et qui valida son adhésion à la Phalange. Il mourut neuf mois après son frère. Il fut fusillé le 22 août 1937 par des membres de son camp dans un petit village de Léon. Il fut condamné par un tribunal de guerre sommaire, comme radical, par un jugement bâclé.

(9) Georges Pioch (1873-1953) était journaliste et militant pacifiste français très en vue. À la fin des années 1930, il créa et présida la *Ligue internationale des combattants de la paix*. Pioch démissionna en 1937 parce qu'il pensait qu'on ne condamnait pas avec assez de fermeté et d'efficacité les procès de Moscou. Il signa avec Jean Giono, Victor Margueritte, Marcel Martinet et Simone Weil une pétition exigeant la non-intervention sur la question espagnole et une autre demandant une médiation entre les acteurs du conflit. Il se retira de toute activité publique en 1943 et mourut à Nice en 1953.

(10) Mimi était la compagne de Durruti: Émilienne Morin (1901-1991).

sont capables d'empêcher la tuerie qui s'annonce. Quand Herriot (11), de retour d'Espagne, arriva à Paris, il fit d'intéressantes déclarations dans la presse parisienne. L'Espagne, dit Herriot, est un pays très intéressant avec lequel il faudra compter; car quand les jeunes républicains arriveront à consolider la République, ce pays sera très utile pour la sécurité de la paix.

Mon frère, il ne faut pas oublier que quand ces hommes parlent de paix c'est la guerre, et quand ils disent consolider la République, c' est supprimer l' organisation qui, en période de guerre, pourrait paralyser l'activité industrielle de la nation. Herriot n' a pas osé me dire publiquement qu'en Espagne il n'était pas possible de faire une mobilisation tant qu'existerait la Confédération.

De même qu'il faut éviter la guerre, il faut se préparer pour qu'elle n'ait pas lieu. Mais si elle devient inévitable, il faut donner des solutions pour faire échouer ses partisans. De la même façon qu'un individu se fait faire, en automne, un manteau pour se protéger du froid l'hiver. Il faut s'organiser; mais si la guerre arrive sachons paralyser l'industrie nationale; arme contondante pour faire échouer les plans machiavéliques d'une classe sans scrupules, qui pour conserver ses privilèges est capable d'assassiner la moitié de l'humanité.

Perico, tu dois continuer à écrire; tes deux articles m'ont beaucoup plu; ce que tu dois faire, c'est lire; si tu as besoin de détails de documents sur la guerre, je te les enverrai, tu sais à Paris il y a un comité avec des hommes érudits qui écrivent beaucoup et des choses très au fait de la guerre.

Toi qui lis le français, ils te seraient très utiles, à Barcelone j'ai quelques journaux, si tu en as besoin, écris à Mimi pour qu'elle te les envoie et si tu en éprouves le besoin demande-lui de te mettre en rapport avec ce groupe et abonne-toi aux journaux, c'est une peseta par semaine. Ces journaux te seront très utiles. Si j'étais libéré rapidement, on parlerait de tout cela et je te fournirais une liste de revues françaises qui sont de véritables joyaux littéraires et scientifiques.

Du nerf, Périco, et en avant, mais sans démagogie, le courage vaincra.

Mimi m'a écrit que sa mère partait à Paris; la femme (12) est triste parce qu'elle reste toute seule et qu'il faut qu'elle donne la petite (12) à garder. Rosa (14), si tu l'as, envoie-moi la lettre que j'ai signée, que tu as lue dans le journal, je ne l'ai pas lue.

Donne de mes nouvelles aux amis et dit à Manolin (15) qu'il m'écrive.

Très affectueusement, celui qui vous aime, Pepé (16).

Buenaventura DURRUTI.

(11) Édouard Herriot (1872-1957), politicien et écrivain français, membre du *Parti radical républicain*. Muté à Lyon en 1902, il en occupa la mairie de 1905 à 1925. À partir de 1910, il diminua son action municipale au profit d'ambitions nationales et arriva à participer à neuf cabinets ministériels et à être nommé à trois reprises Premier ministre.

(12) Émilienne Morin.

(13) Colette Durruti, née en décembre 1931, fille unique de Buenaventura y Emilienne.

(14) Rosa Durruti, sa sœur.

(15) Manuel Durruti, frère de Buenaventura, sympathisant socialiste. Pendant la révolution d'octobre 1934, il mourut suite à un coup de feu tiré près du pont San Marcos à Léon.

(16) Durruti, dans sa correspondance avec sa famille, signait Pepé. Pour mémoire, son prénom était José Buenaventura.